Lire la newsletter dans votre navigateur

MAKUTANO | IF WE DON'T, WHO WILL ?

MAKUTANO NEWSLETTER

LÀ OÙ L'AFRIQUE SE RENCONTRE

L'ACTUALITÉ ÉCO DE LA SEMAINE

ANADEC

Le gouvernement congolais a créé **l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais** (Anadec) qui a les mêmes statuts qu'un établissement public. Elle est née de **la transformation de l'Office de promotion des petites et moyennes entreprises** (Opec). Cette nouvelle agence, dont le logo a été dévoilé le 12 janvier par Eustache Muhanzi, est présentée comme l'outil à travers lequel le gouvernement veut apporter **un "soutien intensif" aux PME et à l'artisanat**. Elle veut aussi **renforcer les capacités humaines et promouvoir l'esprit d'entreprise**. Elle sera notamment orientée vers **la recherche et l'innovation.** L'une de ses missions sera **d'aider les micro, petites et moyennes entreprises agricoles à sortir de l'économie informelle** pour être plus compétitives sur les marchés intérieurs et extérieurs, mais aussi plus productives.

PROJET KAMOA-KAKULA

Le complexe Kamoa-Kakula est entré en production il y a 6 mois. En 2021, il a livré **105 884 tonnes de concentré de cuivre**, dépassant les prévisions (considérées optimistes) **de 92 500 à 100 000 tonnes**. Selon le rapport d'Ivanhoe Mines, l'exploitant minier et son partenaire Zijin Mining prévoient **pour 2022 de tripler la production, entre 290 000 et 340 000 tonnes**. Ce sera la première année complète de production. Ivanhoe Mines explique qu'il y a de très bonnes raisons de penser que la production **sera déjà doublée dès le deuxième trimestre** grâce à l'achèvement de la phase 2 des plans de développement du complexe. A terme, Kamoa-Kakula devrait produire **environ 800 000 tonnes de concentré de cuivre par an**. Cela le placerait alors à **la deuxième place des plus grandes mines de cuivre au monde**.

REDEVANCE MINIÈRE

Entre 2018 et le 1er semestre 2020, les entreprises du secteur minier ont payé **951, 42 millions USD** de redevance minière au Trésor public, au Fonds Minier pour les Générations futures (FOMIN), et aux Provinces et Entités territoriales décentralisées (ETD). **589,5 millions USD** de cette somme ont été versés **au Trésor public**, **810,61 millions de USD étaient attendus. 225,1 millions USD aux Provinces** contre **400,21 millions USD attendus** et **112,5 millions USD aux Entités territoriales décentralisées contre 240,32 millions USD** prévus. Le FOMIN a lui perçu **23,10 millions USD sur les 149,32 millions USD** initialement prévus. Les écarts constatés entre les sommes attendues et celles payées sont la preuve que certaines entreprises minières ne payent pas.

PROJET "TSHILEJELU"

Jean-Claude Kalenga Makonga, Directeur général intérimaire du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), l'assure : il n'y a **aucun détournement de fonds publics** dans le cadre du **Programme présidentiel de lutte contre les inégalités sociales** ! Ces accusations fleurissaient de plus en plus sur les réseaux sociaux ces derniers temps. Lors d'une conférence de presse M. Kalenga Makonga a expliqué que dans le cadre du Programme présidentiel de lutte contre les inégalités sociales, **son institution a accordé 14,5 millions USD** à deux agences locales d'exécution du Kasaï Oriental. **3,17 millions USD ont été décaissés en faveur de six ouvrages**. Pour le moment, le reste de l'argent n'a pas été décaissé.

PROADER

Le 8 janvier dernier, François Rubota Masumbuko, ministre d'Etat en charge du Développement rural, a lancé les activités du **Projet d'appui au développement intégré à l'économie rurale** (PROADER). Ce projet émanant du Gouvernement central, entend impacter la vie de **plus de 500 000 ménages sur 6 ans**. Le projet PROADER doit **rendre le milieu rural plus attractif**, mais aussi promouvoir **le développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat agricole et rural**, dans le but de diversifier et valoriser la production agricole. Il s'implante dans **7 provinces** : Kongo Central, Kwango, Kwilu, Maï-Ndombe, Kasaï, Kasaï Central et Kasaï Oriental. Le PROADER sera exécuté dans **30 secteurs ou Entités territoriales décentralisées** (ETD) des ces provinces. La Banque africaine de développement a apporté son appui financier **à hauteur de 60 millions USD.**

CONSTRUCTION

Le 11 janvier, le ministre d'Etat de l'Aménagement du territoire a réuni dans son cabinet **les délégués de IIB-DG**, un consortium des entreprises américaines. Au centre des discussions, **la construction d'un aéroport ultra moderne, 50 000 logements sociaux, 2 hôtels 5 étoiles ainsi que la mise en circulation d'un train urbain** qui relierait Kinsuka à Kinkole. Le projet coûterait **7 milliards USD** et serait entièrement financé par IIB-DG. Le ministre s'est dit satisfait des assurances reçues lors de cette séance de travail, il attend désormais **la signature d'un contrat de concession**. Une **Commission mixte devra aussi être mise en place**, elle étudiera les conditions de faisabilité du projet. La création de nombreux emplois à la clé.

KINSHASA ZÉRO TROU

Le 14 octobre 2021, le Premier ministre Sama Lukonde lançait **le projet "Kinshasa Zéro Trou"** qui vise à **embellir les artères de la capitale pleines de nids de poule**. La mise en œuvre de ce projet connaît quelques difficultés. Il inquiète notamment

l'Observatoire de la dépense publique (ODEP) qui fustige le retard pris, mais aussi **l'attribution de gré à gré de ce projet par l'OVD**. 8 entreprises se sont vus attribuer **un ou plusieurs lots** : La Congolaise de construction, Johnny Matala Company (JMC), Adi Construct, Setraco SARL, Groupement Cestari-Sokerino, Groupe KA, China Guang Dong China Provincial Co LTD (CGCD), Bahari Engineering. Le projet est chiffré **à 32 millions USD,** au 16 décembre 2021, **seuls 5 millions USD avaient été décaissés**.

OBJECTIF ZÉRO DÉCHETS

Gentiny Ngobila Mbaka, Gouverneur de Kinshasa veut éradiquer **l'insalubrité de la capitale congolaise.** Il s'est rendu en Guinée Conakry pour "s'imprégner de l'expérience" du groupe turc ALBARYK en matière de gestion des déchets. ALBARYK en a profité pour proposer au Gouverneur **de moderniser les transports de la capitale** avec un chariot de métrobus très modernes. Le Gouvernorat de Kinshasa devrait signer avec ALBARYK **un partenariat dans les prochains jours pour la gestion des déchets**.

L'ENTREPRISE DE LA SEMAINE

LIPA LATER ET SON MODÈLE "BUY NOW PAY LATER" S'IMPLANTENT À L'EST DU CONTINENT

Lipa Later naît au Kenya en 2018. la startup est spécialisée dans le crédit à la consommation, basé sur la technologie. L'entreprise kényanne fonctionne sur le modèle "buy now and pay later". Dans un premier temps, le but était de permettre

modèle "buy now and pay later". Dans un premier temps, le but était de permettre aux clients de pouvoir acheter des téléphones portables et autres objets électroniques. La plateforme est structurée de sorte que les clients s'inscrivent en ligne, ils reçoivent une limite de crédit avec le montant auquel ils ont le droit. Ils payent dans un premier temps 10% de frais initiaux pour le produit choisi (par exemple le dernier smartphone sur le marché). Ensuite, ils remboursent le crédit en versements abordables réguliers sur une période de 12 mois. Tous les appareils électroniques achetés avec Lipa Later sont assurés durant la période de remboursement. La startup s'est associée à plusieurs marques de renommée mondiale comme Carrefour, Apple, Tecno, Samsung, et d'autres encore.

Lipa Later a créé une API d'option Buy Now Pay Later qui s'intègre aux plateformes de commerce électronique. Elle permet aux commerçants de vendre leurs produits directement aux consommateurs qui les paieront en versements mensuels. Grâce au système exclusif de notation de crédit et d'apprentissage automatique de la startup, les clients peuvent s'inscrire et obtenir en quelques secondes une limite de crédit. Finis la liste de documents interminables à fournir et le (trop) long processus d'approbation du crédit.

Lipa Later ne s'est pas contenté de conquérir le marché kényan. En 2020, elle a étendu ses activités au Rwanda, puis a poursuivi son développement jusqu'en Ouganda en juin dernier. Elle cible désormais le Nigeria, le Ghana et la Tanzanie, des marchés importants par la taille des populations et par leurs économies. Pour cela, elle peut compter sur des financements récents. En effet, Lipa Later a réussi à lever 12 millions USD de financement de pré-série A. Il s'agit d'un financement par actions et par emprunt auquel ont participé Cauris Finance, Lateral Frontiers VC, GreenHouse Capital, SOSV IV LLC, Sayani Investments et Axian Financial Services. Cette nouvelle source d'argent s'ajoute à un investissement non divulgué en 2020, émanant d'Uncovered Fund (basé à Tokyo), qui investit des des startups africaines en phase de démarrage et d'amorçage. Quatre autres startups ont également reçu son financement.

Pour la jeune pousse, les 12 prochains mois vont être l'occasion de doubler sa présence sur les marchés existants et de s'implanter dans de nouveaux marchés à l'est et à l'ouest de l'Afrique.

INTERNATIONAL

📈 Selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation (FAO), l'indice des prix des produits alimentaires pour l'ensemble de l'année 2021 s'est établi à 125,7 points, c'est-à-dire une augmentation de 28,1% par rapport à 2020. L'indice des prix des céréales a atteint une moyenne de 27,2% de plus que l'année précédente, le maïs notamment a augmenté de 44,1%. Pour toute l'année 2021, l'indice des prix de la viande a augmenté de 12,7%, les produits laitiers ont eux augmenté de 16,9%. L'indice des prix sur les huiles végétales enregistre la hausse la plus importante avec 65,8% de plus qu'en 2021. Selon la FAO, les conditions de marché devraient se stabiliser en 2022.

💰 Les startups fintech africaines ont dominé les levées de fonds en 2021 ! Elles ont récolté près de 3,1 milliards USD sur environ 5 milliards USD de levées de fonds par l'ensemble des startups en Afrique. Le rapport de la société Briter Bridges montre qu'en Afrique, les fintech représentent 62% des financements, la santé et la biotech 8%, la logistique 7 %, l'éducation 5 %, l'agriculture 4 %, le E-commerce 3%, la mobilité 3 % et l'analyse data 2 %.

🇦🇴 L'Angola est à la recherche d'IDE et de financements pour ses projets. Le

- L'Angola est à la recherche d'IDE et de financements pour ses projets. Le Président Joao Lourenço veut créer un « fonds de captation des investissements », il a pour cela choisi d'être conseillé par le groupe bancaire français Rothschild & Co. Le groupe sera en charge de la création d'un “fonds de captation des investissements directs étrangers (IDE) et de financements de projets spécifiques”. Le projet sera inscrit au Programme d'investissement public. Ce contrat de conseil devrait coûter environ 480 000 euros à l'Angola.

ALORS, ON FAIT QUOI ?

20 janvier 2022 :

Africa Investment Conference 2022. L'événement se tiendra en ligne, à l'occasion du 2e anniversaire du Sommet sur l'investissement Royaume-Uni-Afrique. Une occasion unique pour les entreprises britanniques et africaines de se connecter. La Conférence veut encourager les opportunités de réseautage, la visibilité des entreprises africaines, et les créations d'accords. Parmi les moments forts, un panel d'investissement “Partnering on clean growth” organisé par Hogan Lovells.

25 au 27 janvier, à Lomé au Togo :

4e édition des Rencontres du Marché des titres publics de l'UMOA. L'événement comme en 2021 sera virtuel. Cette édition tournera autour de la thématique "La gestion de portefeuille : levier de performances des investissements". L'occasion de rencontrer des émetteurs de titres et des acteurs du marché financier régional.

LE DÉBAT WHATSAPP

> " Est-ce que les spécialistes peuvent-ils nous éclairer svp?
> En 2022,
> Comment faire fabriquer des ponts en France puis les transporter en RDC par bateau?
> Est-ce si difficile dans les contrats de faire comme les Asiatiques? Le transfert de technologie en matière des industries automobiles, aéronautiques,...
> Pourquoi pas le faire en RDC? 180 conteneurs. Combien ça coûte?
> Et si on construisait des super hangar en RDC? Manque- il de la place?
> Manque- il de la main d'œuvre? N'avons-nous pas d'ingénieurs qualifiés?
> Faut-il vraiment s'en réjouir de ce types d'informations?
> Comment font les autres pays frères d'Afrique?
> Ces ponts vont être érigés où? Quelles provinces en premier?
> ... Commander des ponts en France... Bientôt on va devoir importer de l'eau, du moellon et du sable de l'Inde ou Thaïlande pour réaliser les chantiers en RDC!

chantiers en RDC.
Effectivement, " mboka ekufa kala"! " **Benjamin Tatete,** *à propos de la réception par la RDC de 5 ponts fabriqués en France. 3 avaient déjà été livrés en août 2021.*

" Ben. Je comprends ton émotion.
Nous avons contrôlé et surveillé la construction du Pont Ruzizi devant relier Bukavu à Cyangungu, Rwanda, par Safricas sur financement de l'Union européenne à travers la Cofed. Ce pont métallique est terminé, tiens-toi bien, depuis le 31 juillet 2015, et n'a jamais été ouvert au trafic. Ce pont métallique construit en France par la société Matière spécialisée dans ce genre d'ouvrage. Il avait été assemblé dans son usine et ensuite démantelé pour être logé dans des conteneurs, enfin transporté vers Dar-es-Salam jusqu'à Cyangungu.

Pourquoi la société Matière ? C'était une des exigences dans le cahier des charges. Safricas s'était conformée aux dispositions relatives à la règle d'origine des matériaux constituant l'ouvrage.
Pour ne pas te décevoir, Matière gagne de nombreux contrats de construction de ponts métalliques en RDC et en Afrique. Exigence des bailleurs de fonds.

Ta préoccupation dans le domaine de la construction est légitime. Note que les materiaux sont disponibles localement. Donatien, avec qui nous échangeons dans son domaine et le mien pourra en dire plus. Si les autorités congolaises n'avaient cette propension à détourner les deniers publics, par exemple, l'on pouvait construire des nouveaux logements en dur au Camp Tshatshi. Donatien pouvait dessiner les plans. Les matériaux notamment le moellon, la caillasse, le sable, l'eau se trouvent juste en contrebas du camp. Il y a le Fleuve Congo sur la corniche de Mimosa. Le ciment est local en abondance. Ozone, la station de traitement de l'eau potable est voisine au camp. La main d'œuvre disponible avec les jeunes désœuvrés, enfants des militaires qui auraient pu participer à la construction et gagner un peu d'argent. Dommage, les autorités avaient préféré confier les contrats à Jamal. Tu connais la suite.
" **Nkoymobali**, *en réponse à B. Tatete.*

" La communication de ce manager est chaotique.
La RDC n'a pas encore certaines industries en ce compris la chaudronnerie lourde.
On vient d'avoir la première chaudronnerie légère qui construit des maisons en structures métalliques… investissements libanais.
Chanimetal n'a plus investi les dix dernières années.
Ce que l'OR a commandé, ce sont les structures des ponts et non des ponts. Elles préparées prêtes à l'assemblage . La construction des ponts sera absolument locale.
Comme pour les sauts de mouton, toutes les structures métalliques ont été importées.
Pour se doter d''infrastructures lourdes, il faut de grands chantiers… donc UN PLAN à Long Terme. " **AL Kitenge,** *en réponse à B. Tatete.*

Retrouvez la Newsletter de MAKUTANO sur WhatsApp

RESTONS EN CONTACT

27, Avenue Comité Urbain
Kinshasa/Gombe
(+243) 82 57 26 552
contact@makutano.cd

Makutano.cd

Merci pour la lecture, partagez la newsletter MAKUTANO avec vos amis

Se débabonner